

Cette note est tirée de la présentation faite par le mouvement des Kurdes le 22 janvier 2026 en lien avec la situation au Rojava. Cette région du Nord-est de la Syrie, où se met en place un projet politique alternatif depuis plus de dix ans maintenant est aujourd’hui menacée par le nouveau pouvoir syrien. Cette région a déjà connu la guerre à plusieurs reprises depuis 10 ans, elle s'est notamment confrontée à Daesh. Pour avoir une vision historique, vous pouvez vous référer à la revue faite par Solidaires en 2015.

1. Contexte général de la Syrie

Un régime syrien autoritaire et excluant

Le gouvernement syrien dit « de transition » repose sur des bases profondément antidémocratiques. Le parlement a été élu indirectement par un collège de grands électeurs, sans participation des gouvernorats kurdes ni des régions druzes du sud. Cette exclusion illustre la nature autoritaire du régime, qui a repris l'appellation de « **République arabe syrienne** », affirmant une identité nationale exclusive et niant la diversité culturelle et religieuse du pays.

Ce pouvoir marginalise systématiquement les minorités et s'accompagne de violences documentées : racisme anti-kurde à Afrin, profanations, arrestations arbitraires. Il défend avant tout les intérêts de la petite bourgeoisie locale et de la grande bourgeoisie régionale, en ouvrant les marchés aux capitaux saoudiens et turcs. La saisie des puits de pétrole auparavant contrôlés par les forces kurdes, direct déjà des entreprises américaines ont récupérés économiquement, s'inscrit dans cette logique de prédation économique.

Les droits des femmes ne sont, ni garantis par la loi, ni respectés dans la pratique.

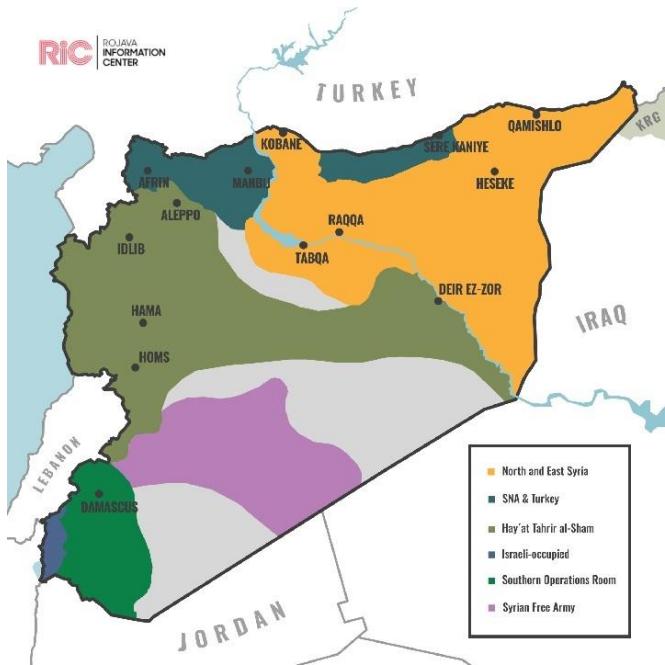
Deux projets opposés pour la Syrie

Aujourd’hui, deux modèles politiques s’opposent clairement :

- **Le modèle centralisé du régime syrien**, autoritaire, nationaliste et excluant les minorités.
- **Le modèle de l’Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES)**, fondé sur une Syrie décentralisée, démocratique, respectueuse des minorités ethniques et religieuses, et pionnière en matière de droits des femmes.

Pour une grande partie des Syrien·nes progressistes dont les femmes, minorités ethniques et religieuses, l'expérience du Nord-Est syrien représente une alternative crédible. Elle prouve qu'une coexistence des peuples est possible et qu'une révolution féministe peut s'ancrer durablement dans la région (ex. : organisations de femmes arabes à Raqa comme **Zenobia**, tribunaux de femmes contre les violences sexistes, structures autonomes féminines, YPJ).

2. L'offensive militaire et la catastrophe humanitaire



Carte en Novembre-Décembre 2024

En décembre 2024, les milices de l'**Armée nationale syrienne (ANS)**, alliées à la Turquie, lancent une attaque massive contre les territoires kurdes. Plus de **150 000 Kurdes** sont déplacé·es vers Afrin et les quartiers kurdes d'Alep, provoquant une crise humanitaire majeure.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) avaient pourtant libéré et administré démocratiquement des villes comme **Manbij**, où les minorités étaient respectées. Malgré une résistance acharnée, la ville tombe. Des combats majeurs ont lieu autour des barrages de l'Euphrate, permettant néanmoins de bloquer temporairement l'invasion vers l'est.

Parallèlement, de nombreuses milices étrangères opèrent sur le terrain. En mars, elles commettent des massacres contre les communautés alaouites sur la côte et contre les Druzes dans le sud, près du Golan.

Accords avortés et trahisons politiques

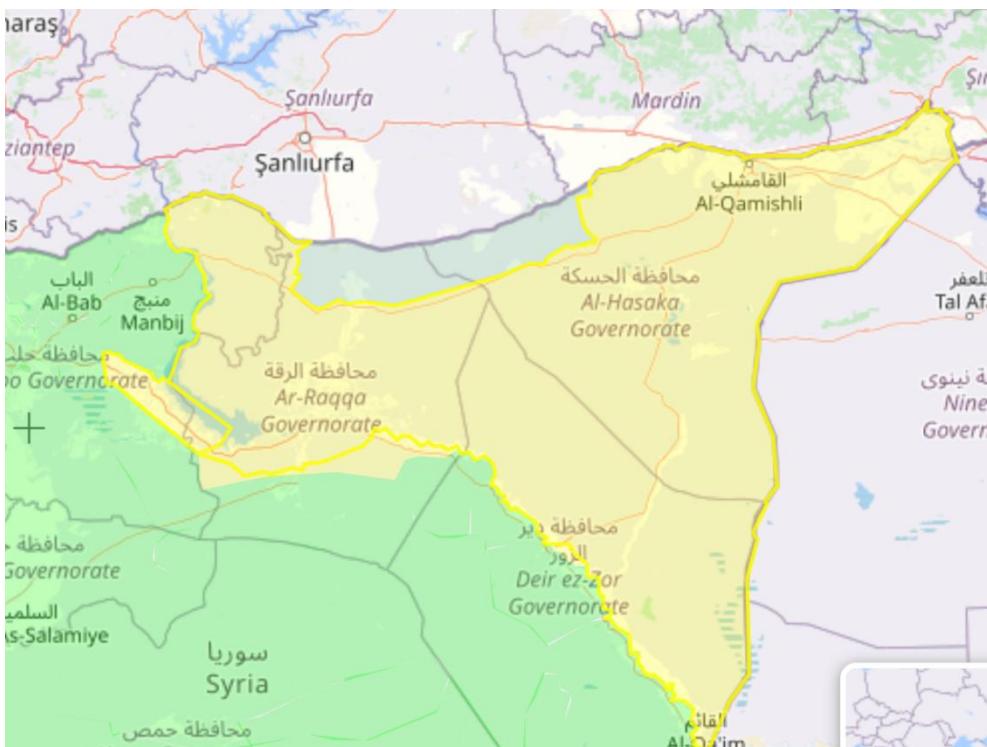
Contrairement aux accusations de séparatisme, l'Administration autonome a toujours affirmé son attachement à l'unité syrienne. Des discussions s'ouvrent avec Damas en mars–avril 2025.

Un accord de principe est discuté le **10 mars**, prévoyant :

- une intégration négociée des FDS dans l'armée
- un partage des ressources pétrolières et gazières,
- la reconnaissance des droits politiques et culturels des minorités.

Mais cet accord reste lettre morte. Des tentatives de blocus des quartiers kurdes d'Alep ont lieu pendant les négociations.

Le **6 janvier 2026**, une attaque de grande ampleur est lancée contre ces quartiers : drones, artillerie, chars contre 300 policiers kurdes. Le **11 janvier**, les quartiers tombent. Des images montrent des corps de combattants jetés dans les rues, des exécutions sommaires et des arrestations massives. Ziad d'Alep, figure de la résistance YPG, est tué.



Situation le 12 janvier avant le début de l'offensive, en Jaune les forces FDS, en vert les forces gouvernementales, en bleu clair les milices proturques

Effondrement territorial et rôle des tribus arabes

Le 13, une attaque est lancée contre une bande de territoire située de l'autre côté de l'Euphrate. Elle s'accompagne d'une intense campagne de propagande, affirmant que les territoires du Nord-Est syrien seraient contrôlés par le PKK et non par les populations kurdes locales ni par les Forces démocratiques syriennes. Ce discours vise à présenter les Kurdes comme des étrangers à la Syrie, préparant idéologiquement l'opinion à l'invasion militaire que nous observons aujourd'hui.

Dans le même temps, une tentative de cessez-le-feu est annoncée mais reste immédiatement gelée. Le gouvernement syrien poursuit ses attaques contre les FDS, tandis que celles-ci se

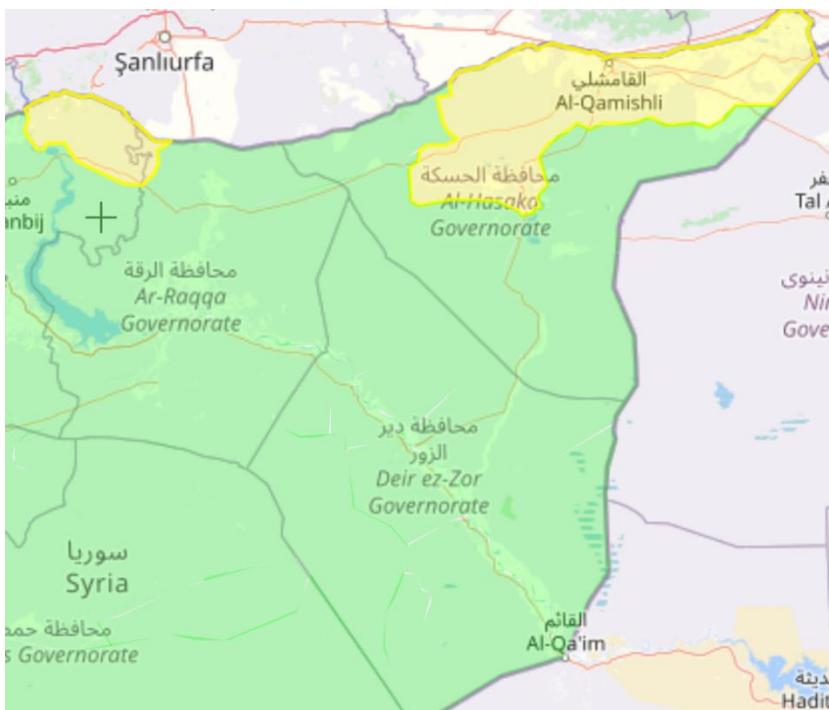
retirent de certaines zones afin de faciliter une désescalade et d'obtenir un véritable cessez-le-feu. Cette retenue est exploitée par le pouvoir central pour avancer militairement.

L'offensive se poursuit vers Raqqa, Tabqa et le sud du territoire autonome. La chute rapide de certaines zones s'explique en partie par la défection de conseils militaires tribaux arabes, souvent motivée par la peur, l'opportunisme ou les intérêts féodaux des chefs tribaux, propriétaires terriens exploitant leurs propres populations.

Cela ne reflète pas nécessairement l'opinion populaire : de nombreuses femmes et habitant·es arabes étaient engagé·es dans l'administration autonome, notamment contre les violences sexistes.

Les prisonniers islamistes sont libérés. Les États-Unis restent silencieux. La coalition internationale se retire vers l'Irak et ramène avec elles quelques milliers de prisonniers, alors que les Kurdes demandaient depuis des années une prise en charge de ces centres de détention.

La Turquie joue un rôle militaire et de renseignement central, coupant les territoires kurdes en deux. Kobané est à nouveau encerclée, dans une configuration rappelant 2014 face à Daech.



Situation le 22 janvier, en jaune FDS, en vert les forces du gouvernement et leurs milices

Selon plusieurs enquêtes, l'offensive était préparée dès octobre, dans des discussions entre les États-Unis, la Turquie et la Syrie. Pour Washington, l'« utilité » des Kurdes est désormais périmée. Comme l'a déclaré **Tom Barrack**, la mission des FDS contre l'EI est jugée terminée, et Damas est présenté comme un partenaire sécuritaire légitime.

Cette semaine, le gouvernement syrien a rendu public un accord avec l'Administration autonome du Nord-Est syrien qui s'apparente à une **reddition pure et simple** : désarmement

des forces locales et fin de toute autonomie politique. Cet accord soulève une question centrale : comment Mazloum Abdi, commandant des FDS, aurait-il pu réellement le signer dans ces conditions ?

Lundi, alors même qu'il se rendait à Damas pour des discussions, les combats se sont poursuivis sur le terrain. Le pouvoir central, par la voix d'Al-Shaara, exige une reddition totale. Face à cette exigence, Mazloum Abdi refuse. En réponse, une **mobilisation générale** est déclarée dans les territoires autonomes : l'ensemble de la population est appelé à participer à la défense collective. Objectif défendre Kobane, le directeurat de Al-Halkasa et Al-Qamishili.

Des Kurdes de Turquie ont rejoint le Rojava pour prendre part à la défense, tandis qu'un **appel à la mobilisation internationale** est lancé à toutes les forces progressistes et internationalistes.

Une offensive impérialiste

L'attaque actuelle n'est en rien soudaine. Selon plusieurs enquêtes, elle aurait été préparée dès le mois d'octobre dans le cadre de discussions impliquant les États-Unis, la Turquie et le régime syrien, dans la continuité de l'offensive menée par l'organisation armée (souvent raccourci en HTS) du président syrien actuel (Abou Mohammed al-Joulani) en novembre dernier.

Le gouvernement syrien apparaît aujourd'hui pleinement soumis aux intérêts occidentaux et régionaux. Une réunion s'est tenue le 6 janvier à Paris, rassemblant des représentants des États-Unis, de la Syrie, d'Israël et de la Turquie. Dans ce cadre, Damas aurait trouvé un terrain d'entente avec Israël sur la question du plateau du Golan (territoire syrien occupé par Israël depuis 1967 en toute illégalité).

L'offensive militaire intervient après l'échec d'une tentative stratégique des Etats-Unis : dissocier les FDS de leur projet politique. Les puissances impliquées cherchaient initialement à conserver les FDS comme force militaire entraînée et utile sur le plan sécuritaire, tout en neutralisant leur dimension idéologique et émancipatrice. Constatant l'impossibilité de « désidéologiser » les FDS, cette option a été abandonnée au profit d'une solution militaire.

Toutes ces raisons tendent à analyser l'offensive comme une attaque impérialiste. C'est pourquoi, nous devons la dénoncer avec force.

Concrètement :

- La première étape est de ne pas laisser les discours faux se propager.
- N'hésitez pas à diffuser largement les initiatives de soutien
- Il est possible d'apporter des dons financiers via le croissant rouge notamment